



**Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé
Section « sécurité sociale »**

CSSS/15/004

DÉLIBÉRATION N° 06/082 DU 14 NOVEMBRE 2006, MODIFIÉE LE 13 JANVIER 2015, RELATIVE À LA COMMUNICATION DE DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL PAR LA BANQUE CARREFOUR DE LA SÉCURITÉ SOCIALE À L'ORGANISME DE PENSION ET À L'ORGANISME DE SOLIDARITÉ DE L'INDUSTRIE DU BÉTON, EN VUE DE L'EXÉCUTION DE LEURS MISSIONS DANS LE CADRE DE LA LOI DU 28 AVRIL 2003 RELATIVE AUX PENSIONS COMPLÉMENTAIRES ET AU RÉGIME FISCAL DE CELLES-CI ET DE CERTAINS AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE DE SÉCURITÉ SOCIALE

Vu la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*, notamment l'article 15, alinéa 1^{er};

Vu la convention collective de travail du 9 octobre 2006 relative à l'introduction d'un régime de pension sectoriel dans la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton;

Vu la convention collective de travail du 29 septembre 2014 instituant un fonds de sécurité d'existence « Pensio+Béton » et fixant ses statuts;

Vu la convention collective de travail du 27 octobre 2014 transformant le régime de pension sectoriel en un régime de pension sectoriel social;

Vu le rapport de la section Innovation et Soutien à la décision de la Banque Carrefour de la sécurité sociale du 18 décembre 2014;

Vu le rapport du président.

A. CONTEXTE ET OBJET DE LA DEMANDE

1. La loi du 28 avril 2003 *relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale* oblige les employeurs qui participent à un plan de pension sectoriel à communiquer, à des intervalles réguliers, plusieurs données à caractère personnel relatives aux salaires, temps de travail et périodes assimilées aux organismes de pension et de solidarité qui sont chargés, à la demande du secteur concerné, d'exécuter le plan de pension sectoriel.

L'arrêté royal du 15 octobre 2004 *relatif à l'extension du réseau de la sécurité sociale aux organismes de pension et de solidarité chargés d'exécuter la loi du 28 avril 2003 relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale, en application de l'article 18 de la loi du 15 janvier 1990 relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-Carrefour de la sécurité sociale* a rendu certains articles de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale* applicables aux organismes de pension et de solidarité.

Sans préjudice de l'application de l'article 2, § 4 de l'arrêté royal précité, il s'agit notamment de l'article 11 de la loi du 15 janvier 1990, en vertu duquel les organismes de pension et de solidarité sont tenus de demander les données à caractère personnel dont ils ont besoin en vue de l'exécution de la loi du 28 avril 2003 exclusivement auprès de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, dans la mesure où ces données à caractère personnel sont disponibles dans le réseau de la sécurité sociale.

2. Cela signifie que les organismes de pension et de solidarité ne peuvent plus avoir recours aux données à caractère personnel qui sont mises à la disposition par les employeurs du secteur dont ils exécutent le plan de pension sectoriel. Ils doivent au contraire faire appel aux données à caractère personnel qui sont disponibles dans le réseau de la sécurité sociale, à savoir dans la banque de données à caractère personnel DIMONA (déclaration immédiate d'emploi), le répertoire des employeurs, le fichier du personnel des employeurs affiliés à l'ONSS et à l'ONSSAPL et la banque de données à caractère personnel DMFA (déclaration multifonctionnelle).
3. L'article 2, § 3, de l'arrêté royal du 15 octobre 2004 dispose par ailleurs que les modalités d'intégration des organismes de pension et de solidarité dans le réseau sont fixées de commun accord entre l'organisateur concerné et la Banque Carrefour de la sécurité sociale.
4. Dans le secteur de l'industrie du béton, le fonds de sécurité d'existence « Pensio+Béton » organise un régime de pension sectoriel social. L'organisme de pension (une compagnie d'assurances privée) et l'organisme de solidarité (le Fonds social de l'industrie du béton) souhaitent dès lors être autorisés par le Comité sectoriel de la sécurité sociale à obtenir communication des types de données à caractère personnel suivants : les données d'identification relatives à la personne affiliée (soit le travailleur qui appartient à la catégorie de travailleurs pour lesquels un plan de pension a été instauré et qui satisfait aux conditions d'affiliation telles que prévues dans le

règlement de pension, soit le travailleur qui a reçu un engagement de pension individuel, soit l'ancien travailleur qui bénéficie toujours de droits actuels ou différés conformément au règlement ou à la convention en matière de pension) et au bénéficiaire en cas de décès, les données d'identification relatives à l'employeur de la personne affiliée, le nombre de jours de travail prestés, les périodes d'inactivité, les dates d'entrée en service et de sortie et la date de début de la pension légale.

Les intéressés sont sélectionnés par la Banque Carrefour de la sécurité sociale sur base de la catégorie DMFA à laquelle ils appartiennent.

Ces données à caractère personnel doivent permettre à l'organisme de pension et à l'organisme de solidarité de l'industrie du béton de réaliser leurs missions en matière de gestion du plan de pension concerné, conformément aux dispositions de la loi du 28 avril 2003 *relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale*.

5. En exécution de la loi du 15 janvier 1990 et de ses arrêtés d'exécution, la communication de données à caractère personnel à l'organisme de pension et à l'organisme de solidarité de l'industrie de béton se fait à l'intervention de la Banque Carrefour de la sécurité sociale.

La population des personnes au profit desquelles le plan de pension sectoriel est exécuté et la population des personnes au profit desquelles le Fonds social de l'industrie du béton accorde des avantages sociaux complémentaires sont identiques. Les données à caractère personnel nécessaires pour l'exécution du plan de pension sectoriel sont déjà disponibles auprès du Fonds social de l'industrie du béton. Afin d'éviter un double flux de données, le Fonds social de l'industrie du béton souhaite utiliser ces mêmes données à caractère personnel dans le cadre de ses tâches en tant qu'organisme de solidarité et les communiquer en outre à l'organisme de pension de l'industrie du béton.

B. EXAMEN DE LA DEMANDE

6. Il s'agit d'une communication de données à caractère personnel au sein du réseau de la sécurité sociale qui doit faire l'objet d'une autorisation de principe du Comité sectoriel de la sécurité sociale, conformément à l'article 15, alinéa 1^{er}, de la loi du 15 janvier 1990 *relative à l'institution et à l'organisation d'une Banque-carrefour de la sécurité sociale*.
7. Données d'identification relatives à la personne affiliée

Dans le cadre de l'exécution de leurs missions, l'organisme de pension et l'organisme de solidarité de l'industrie du béton doivent disposer de données d'identification correctes concernant les personnes au profit desquelles ils exécutent un plan de pension et, en cas de décès, concernant leurs bénéficiaires. Les personnes concernées par le régime de pension sectoriel sont les ouvriers et ouvrières de la Sous-commission paritaire de l'industrie du béton.

Il s'agit, en plus des données d'identification de base de la déclaration DMFA, du numéro d'identification de la sécurité sociale, du nom et du prénom, de l'adresse (rue, numéro, code postal, ville/commune, pays), du sexe, du régime linguistique, de la date de naissance, de l'état civil et de la date de décès. En vertu de l'article 113 bis de la loi du 28 avril 2003, les organismes de pension et de solidarité ont, pour autant que ceci s'avère nécessaire pour l'exécution de cette loi ou de ses arrêtés d'exécution, accès au Registre national des personnes physiques et ont le droit d'utiliser le numéro d'identification du Registre national.

Ces données à caractère personnel doivent notamment permettre à l'organisme de pension et à l'organisme de solidarité de l'industrie du béton de réaliser l'obligation prévue à l'article 26 de la loi du 28 avril 2003, à savoir la communication annuelle à l'intéressé (à son adresse correcte) d'une fiche de pension, et de contacter, en cas de décès de l'intéressé, les bénéficiaires éventuels mentionnés par ordre de priorité (l'état civil doit être connu à cet effet).

Par ailleurs, les données à caractère personnel suivantes devraient pouvoir être extraites de la banque de données DIMONA : les dates d'entrée et de sortie de service auprès d'un employeur.

Ces dernières données à caractère personnel sont nécessaires dans le cadre de l'octroi d'une contribution de pension à l'affilié actif (conformément au règlement de pension, toute affilié actif – c'est-à-dire l'ouvrier ou l'ouvrière au service de l'employeur au profit duquel l'organisateur a introduit un régime de pension et qui satisfait aux conditions d'affiliation du régime de pension – a droit à une contribution de pension), de la détermination de l'ancienneté dans le secteur (en vertu de la convention collective de travail du 9 octobre 2006, il est tenu compte, lors de la détermination de la contribution de pension, de l'ancienneté de l'intéressé) et de l'application de la procédure de sortie (prévue dans le règlement de pension).

8. Données d'identification relatives à l'employeur de la personne affiliée

Il s'agit des données à caractère personnel suivantes de la banque de données à caractère personnel DMFA et du répertoire des employeurs : le numéro d'immatriculation de l'employeur, le numéro de la (sous-)commission paritaire compétente, la dénomination, l'adresse, le régime linguistique, l'activité, la date d'entrée ou de sortie auprès du secteur et une communication du concordat, de la faillite ou de la liquidation et une période de référence.

Dans le cadre de l'exécution de leurs missions respectives, il apparaît justifié que les organismes de pension et les organismes de solidarité disposent de données d'identification correctes concernant les employeurs du secteur dont ils exécutent le plan de pension sectoriel (pour rappel, ils ne peuvent plus demander ces données à ces employeurs) et d'une indication selon laquelle l'employeur en question appartient (encore) au secteur dont ils exécutent le plan de pension sectoriel.

Les données d'identification sont nécessaires afin de pouvoir procéder au traitement des différents dossiers de pension et contacter les employeurs concernés. Les données relatives à l'activité, à la (sous-)commission paritaire, au secteur et l'indication éventuelle du concordat, de la faillite ou de la liquidation sont nécessaires afin de pouvoir vérifier si l'employeur tombe (encore) sous le champ d'application du plan de pension.

9.1. Les jours de travail prestés par trimestre et les périodes d'inactivité

Conformément à la loi du 28 avril 2003, les acteurs précités ont également besoin du nombre de jours de travail prestés par trimestre. En vertu de la convention collective du travail du 9 octobre 2006, l'affilié a, au 31 décembre de l'année civile échue, droit à une contribution de pension en fonction du nombre de jours de travail prestés au cours de l'année civile concernée. Cette donnée à caractère personnel doit leur permettre d'accorder ou non une contribution de pension à l'intéressé. En outre, les périodes d'inactivité doivent être connues en vue du suivi de l'occupation en cas de périodes assimilées.

9.2. La date de début de la pension légale

Finalement, la date de début de la pension légale s'avère aussi nécessaire. Dans tout régime sectoriel de pensions complémentaires, organisé conformément à la loi du 28 avril 2003, les réserves constituées doivent être versées au bénéficiaire à la date de prise de cours de sa pension légale. Ceci signifie que dans chaque secteur, les instances concernées doivent être informées de la date de début de la pension légale (premier pilier) en vue du calcul et du paiement de la pension complémentaire (deuxième pilier de pension).

- 10.** La communication précitée poursuit une finalité légitime, à savoir l'exécution des missions de l'organisme de pension et de l'organisme de solidarité de l'industrie du béton dans le cadre de la loi du 28 avril 2003 *relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale* et du règlement de pension concerné.

Les données à caractère personnel destinées à l'industrie du béton portent uniquement sur les travailleurs salariés d'entreprises qui relèvent de la (sous-)commission paritaire concernée.

Les données à caractère personnel à communiquer semblent pertinentes et non excessives par rapport à cette finalité.

- 11.** La communication précitée sera effectuée par la voie électronique à l'intervention de la Banque Carrefour de la sécurité sociale. Les données à caractère personnel seront communiquées par l'organisme de solidarité à l'organisme de pension.

Les données à caractère personnel communiquées ne seront pas conservées au-delà du délai nécessaire à la réalisation de la finalité précitée.

12. La communication doit par ailleurs s'effectuer dans le respect des conditions mentionnées dans la délibération du Comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé n° 09/80 du 1^{er} décembre 2009 établissant les règles générales pour la communication de données à caractère personnel du réseau de la sécurité sociale à des fonds de sécurité d'existence et à des compagnies d'assurances qui agissent comme sous-traitant de ces fonds de sécurité d'existence.

Par ces motifs,

le comité sectoriel de la sécurité sociale

autorise la communication, selon les modalités précitées, des données à caractère personnel précitées dont les conventions collectives de travail sectorielles doivent tenir compte, à l'organisme de pension et à l'organisme de solidarité de l'industrie du béton, en vue de l'exécution de leurs missions dans le cadre de la loi du 28 avril 2003 *relative aux pensions complémentaires et au régime fiscal de celles-ci et de certains avantages complémentaires en matière de sécurité sociale* et du règlement de pension concerné.

Yves ROGER
Président

Le siège du comité sectoriel de la sécurité sociale et de la santé est établi dans les bureaux de la Banque Carrefour de la sécurité sociale, à l'adresse suivante: Quai de Willebroeck 38 - 1000 Bruxelles (tél. 32-2-741 83 11).